

Mohamed Salih, M.A. & Wohlgemut, Lennart, eds. - Crisis Management and the Politics of Reconciliation in Somalia. Statements from the Uppsala Forum, 17-19 January 1994

Gascon Alain

Cahiers d'études africaines, Année 1997, Volume 37, Numéro 146
p. 517 - 522

[Voir l'article en ligne](#)

Avertissement

L'éditeur du site « PERSEE » – le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation – détient la propriété intellectuelle et les droits d'exploitation. A ce titre il est titulaire des droits d'auteur et du droit sui generis du producteur de bases de données sur ce site conformément à la loi n°98-536 du 1er juillet 1998 relative aux bases de données.

Les oeuvres reproduites sur le site « PERSEE » sont protégées par les dispositions générales du Code de la propriété intellectuelle.

Droits et devoirs des utilisateurs

Pour un usage strictement privé, la simple reproduction du contenu de ce site est libre.

Pour un usage scientifique ou pédagogique, à des fins de recherches, d'enseignement ou de communication excluant toute exploitation commerciale, la reproduction et la communication au public du contenu de ce site sont autorisées, sous réserve que celles-ci servent d'illustration, ne soient pas substantielles et ne soient pas expressément limitées (plans ou photographies). La mention Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation sur chaque reproduction tirée du site est obligatoire ainsi que le nom de la revue et- lorsqu'ils sont indiqués - le nom de l'auteur et la référence du document reproduit.

Toute autre reproduction ou communication au public, intégrale ou substantielle du contenu de ce site, par quelque procédé que ce soit, de l'éditeur original de l'oeuvre, de l'auteur et de ses ayants droit.

La reproduction et l'exploitation des photographies et des plans, y compris à des fins commerciales, doivent être autorisés par l'éditeur du site, Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation (voir <http://www.sup.adc.education.fr/bib/>). La source et les crédits devront toujours être mentionnés.

les guérillas éthiopiennes anti-italiennes. Dans la région, il a eu cours également au Yémen jusqu'à la révolution de 1962.

J'aurais souhaité, pour terminer, et avant qu'ils ne disparaissent, citer quelques souvenirs personnels sur les *insabbiati* que j'ai rencontrés au cours des années 1970-1975, une époque où ils étaient encore assez nombreux. Du patron de l'auberge de Sän'afä (Senafé) à celui de la Pensione Rome ; de la figure légendaire du docteur Mazelli installé depuis l'après-guerre à Mänqorär (Däbrä Marqos), l'ancienne capitale du *ras* Hayl au *signore* Buscardi, maçon et charpentier, qui pestait chaque matin contre ce pays de malheur qu'il n'a finalement jamais quitté ; de Pasquale Di Francesco, gérant du Turist Hotel, qui invectivait le portrait sous verre d'Haylä Sellasé placé au-dessus de sa caisse à cet Italien d'un faubourg qui, lui, avait franchi un pas de plus : il s'habillait à l'éthiopienne...

Alain ROUAUD

MOHAMED SALIH, M. A. & WOHLGEMUT, Lennart, eds. — *Crisis Management and the Politics of Reconciliation in Somalia. Statements from the Uppsala Forum, 17-19 January 1994*. Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet, 1994, 176 p.

Dans le domaine des études somaliennes (et éthiopiennes), les travaux édités par le Nordiska Afrikainstitutet de l'Université d'Uppsala sont importants et originaux. Ils témoignent d'une liaison étroite entre recherche, développement et engagement politique et/ou humanitaire, et la rapidité avec laquelle ils sont publiés fait rêver. Il y eut des résultats remarquables comme les *Research Reports* de Michael Ståhl²⁸ sur les transformations de l'agriculture en Éthiopie, ou les *Seminar Proceedings* consacrés aux réfugiés et aux pays arides d'Afrique²⁹.

Ce livre expose les travaux du Forum d'Uppsala dont la première session s'est tenue en 1991, après la chute de Siyaad Barre et après la proclamation de l'indépendance du Somaliland³⁰ par le Mouvement national somalien (MNS). La réunion de 1994 avait pour thème : « Somalia : State and Society in Turmoil ». Cette rencontre bénéficie du soutien du Life and Peace Institute (LPI), Centre international et œcuménique de recherche sur la paix, fondé en 1985, deux ans après une conférence œcuménique qui avait eu lieu à Uppsala. L'Institut, promoteur d'un programme d'études des conflits dans la Corne (Horn of Africa Programme) en 1987, avait été sollicité, pour préparer l'intervention en Somalie de l'UNO-SOM³¹, par l'ambassadeur Mohammed Sahnoun, limogé par la suite par Boutros Ghali.

L'ouvrage comporte quatre parties d'inégale importance et d'inégal intérêt. Il s'ouvre sur des articles de fond analysant la crise somalienne, et se poursuit par des déclarations d'intellectuels somaliens, soit travaillant en Europe, soit

28. N° 14, 1973 et n° 40, 1977.

29. *Refugees and Development in Africa*, Peter NOBEL, ed., n° 19, 1987. *When the Grass is Gone*, P. T. W. BAXTER, ed., n° 25, 1991.

30. La Somalie, indépendante depuis 1960, est formée, au nord, du Somaliland, ex-colonie britannique, et de la Somalie ex-italienne, au sud.

31. Missions de l'ONU en Somalie.

représentant des mouvements politiques, des ONG ou du « gouvernement » du Somaliland. Après un court rapport des participants, la dernière partie est consacrée à la publication de documents.

Je commence par un reproche, hélas fréquent, qu'on peut faire aux somalisants qui, par paresse ou conformisme (?), orthographient les patronymes, les toponymes et tous les termes somali de façon tout à fait fantaisiste, plongeant le lecteur dans la plus grande perplexité. Il ne s'agit pas seulement d'une question de translittération puisque le somali est écrit, depuis 1972, avec l'alphabet latin sans signes diacritiques, ni souscrits, ni suscrits. Pourquoi cette complication inutile³² ?

Le rapport des participants à la conférence (partie III) est en réalité une déclaration, très générale, sur les moyens de mettre fin à la guerre, de remédier à la crise, et de réconcilier les Somaliens. Les interventions des Somali « engagés », rassemblées dans la deuxième partie, *Somali Statements and Perspectives*, obéissent à la loi du genre et la langue de bois y fait ses ravages habituels : « Somalis cherish their tradition of helping each other [...]. Other areas of the world are now looking to Somalia of peace — making which they could apply in their own cases — in Ireland, Bosnia, Latin America Cambodia or Afghanistan » (p. 69). En revanche, certaines déclarations témoignent d'un désarroi profond : « Never before has a nation so savagely destroyed his own country » (p. 71). D'autres se retournent vers un passé paré de tous les espoirs du présent : « Somalis have a rich political tradition, full of *democratic*³³ customs which they followed for generations before colonization » (p. 71). Grande nouveauté : des femmes s'expriment pour rappeler qu'elles forment « the greatest unrecognized resources in Somalia » (p. 74), notamment pour les développeurs. Traditionnellement, les échanges de femmes ne scellaient-ils pas la réconciliation entre les clans (p. 74) ? On peut retirer des analyses proposées par les Somaliens de précieuses indications. Beaucoup sont en exil, établis en Oman, en Suède, aux Pays-Bas, en Angleterre, ou en Éthiopie. Certains ont eu, et ont encore, des postes de responsabilité et représentent des « partis » somaliens comme l'Union du peuple somali (UPS) ou le Front démocratique du salut somalien (FDSS) ou sont « ministres » du Somaliland. On comprend mieux la part des hommes dans l'échec de l'UNO-SOM : plusieurs contributeurs insistent sur le rôle de l'ambassadeur Sahnoun « a dedicated and tireless diplomat » (p. 61), démis par un secrétaire-général qui ne partage pas son pouvoir.

Les représentants du Somaliland, dont l'ONU refuse de reconnaître l'indépendance, plaident leur cause avec habileté. Ils rappellent que l'ex-colonie britannique refusa massivement la Constitution unitaire en 1961, et souffrit d'une sujétion politique et économique dans la Somalie réunifiée. Tous revendiquent l'indépendance, naturellement les ministres du Somaliland (Maxamed Cali Caataye, Muusa Bihi Cabdi), un représentant de la Ligue islamique et même l'un leader du FDSS à Addis Abäba. Les ministres insistent sur le caractère démocratique de la conférence nationale de Boorama qui a fait suite

32. Il y a peut-être un snobisme des somalisants qui furent d'abord des arabisants. Par exemple, au lieu de noter l'attaque glottale par un « ' » comme les arabisants, les Somali préfèrent un « c » plein et entier, ainsi Cabdi à la place de 'Abdi !

33. C'est moi qui souligne. N'y a-t-il pas chez l'auteur, Yusuf Omar Al-Azhari, un écho de la *Pastoral Democracy* d'I. M. Lewis ?

à de nombreuses assemblées locales de réconciliation, tenues dans les campagnes puis dans les villes (Hargeysa, Barbera, Ceerigaabo). Elle a élu un président, Mohamed Haji Ibrahim Egal/*Maxamed Xaaji Ibrahim Cigaal*, le dernier Premier ministre renversé par la Révolution d'octobre [*sic*] de Siyaad Barre, en 1969 et l'un des leaders du Somaliland, dès 1959 ! La Somali Relief and Rehabilitation Association (SORRA), fondée par des opposants à Siyaad, a établi des contacts entre les ONG locales et les ONG internationales. Toutes les institutions et toutes les structures de l'État du Somaliland sont mises en place et il ne manque plus que la reconnaissance internationale qui se fait attendre. Bien mieux, les représentants du Somaliland offrent leur service aux Somaliens du Sud pour aider à leur réconciliation !

Les articles réunis sous le titre *Crisis and Management Prospects* mettent l'accent sur l'histoire, les sciences politiques et la question agraire³⁴.

Amina Warsame et M. Brons reprennent et systématisent les arguments favorables à l'indépendance du Somaliland. Afin de justifier la restauration de la frontière coloniale — ce qui est difficile en Afrique —, elles font référence à l'Érythrée et à une définition de l'État par un territoire commun plutôt que par une origine « ethnique » commune, rejetant dans l'oubli la Grande Somalie, espoir depuis cinquante ans, devenu mirage. Elles font également le parallèle avec la décentralisation post-Mängestu qui unifie 90 % des Somali d'Éthiopie et leur donne un État à leur convenance. Elles rappellent l'unification brutale et la mise à l'écart politique et économique du Nord, hormis sous le gouvernement de Cigaal, de 1967 à 1969, et la part décisive prise dans l'éviction de Siyaad par le MNS qui transcendait les divisions claniques. Comme les ministres, elles insistent sur le caractère démocratique de l'Assemblée constituante de Boorama qui a désigné Cigaal comme président. Elles nous dépeignent un jeune État, boudé par l'ONU, qui entreprend courageusement sa reconstruction. Le lecteur est amené à se demander pourquoi l'Érythrée et pourquoi pas le Somaliland³⁵.

Adam Musse Jibril écrit depuis Addis Abäba, où il représente le mouvement des « Intellectuels pour la paix et la démocratie » : « The Somali crisis is mainly a product of internal factors » (p. 47) ; « The Somali crisis is of Somali making » (p. 51). Il ne se contente plus de dénoncer rituellement le clanisme et montre comment la revendication pour l'indépendance, et ensuite pour la Grande Somalie, a fourni aux Somaliens l'occasion de dépasser leurs divisions dans une union « contre ». Il qualifie de romantique le nationalisme pansomalien et imagine, lui aussi, une Somalie fédérale très décentralisée, à l'exemple de l'Éthiopie d'après Mängestu, qui combinerait clans et territoires !

Doornbos et Markakis se posent la question de savoir ce qui, dans la société et l'État somaliens, ne va pas, et passent en revue les travaux des somalisants. Divers auteurs ont constaté que depuis un siècle le caractère communautaire du mode de production pastoral décline en même temps que

34. Les auteurs sont des universitaires spécialistes de la Corne : néerlandais (Martin Doornbos, Maria Brons), grec (John Markakis), et somaliens à l'étranger (Amina Mahmoud Warsame, Adam Musse Jibril), des représentants d'institutions (Alex de Waal pour *African Rights*, Sture Normak pour le LPI), et un diplomate représentant le Soudan.

35. Mohamed Salih et L. Wohlgemut auraient dû regrouper tout ce qui concerne la Somalie du Nord, évitant au lecteur un va-et-vient entre les deux parties.

les systèmes de valeur qui permettaient de résoudre les conflits. Ils insistent sur l'irruption, liée à la monétarisation progressive de l'économie, de nouvelles couches sociales qui auraient récupéré la solidarité clanique pour promouvoir un « politicizing tribalism » faisant du clan une sorte de syndicat d'intérêts. Le mouvement, commencé pendant la période coloniale, contribua à l'asphyxie de la République et fut exploité et exacerbé par les militaires. Doornbos et Markakis ne mentionnent pas les contributions de D. Compagnon sur le népotisme et la patrimonialisation de l'État et de ses revenus qui formaient la base du système Siyaad. Ils négligent également l'analyse capitale de L. V. Cassanelli³⁶ qui montre comment la solidarité à l'intérieur des clans, en pratiquant l'hospitalité temporaire diminuait la pression démographique sur des territoires aux ressources précaires et parcimonieuses, touchés par des sécheresses récurrentes. On comprend mieux comment la segmentation clanique produit l'atomisation territoriale que nous connaissons. Une phrase constate que : « For Somalia, the common enemy has practically disappeared (and made place for enemies within) » (p. 17). Les deux auteurs établissent un parallèle avec les autres États de la Corne, tous soumis à une « crise de l'État post-colonial » illustrée rapidement par une comparaison hasardeuse entre Amhara d'Éthiopie, Arabes du Soudan et système MOD (*Mareehaan*, *Ogaadeen* et *Dhulbahante*) en Somalie. Ces trois minorités auraient accaparé le pouvoir de l'État. Or, I. M. Lewis, « inventeur » du système MOD, est lui-même revenu sur cette analyse par laquelle il résumait la base clanique de Siyaad. En Éthiopie, les Choans, le gros des troupes de Menilek, étaient certes des Amhara, mais bien plus des Oromo³⁷. Plus tard, Afä Wärq, un Amhara du Gojjam, reprochait encore amèrement à Haylä Sellasé d'avoir écarté du pouvoir les Amhara (et les Tegréens) des vieilles provinces. Qui sont les « Arabes » du Soudan, les Rashayda ? Cette mise au point intéressante pêche cependant par ces oublis et par un comparatisme à gros traits.

L'article d'A. de Waal : « Land Tenure, the Creation of Famine, and Prospects for Peace in Somalia » justifie à lui seul la lecture de l'ensemble de l'ouvrage. Il met l'accent sur les clivages sociaux plus que claniques — la lutte des classes plutôt que la lutte des clans — en rappelant que tous les Somaliens étaient égaux, mais que certains l'étaient plus (les éleveurs de certains clans) et d'autres moins (les éleveurs des autres clans, les cultivateurs, les hors-clans, les artisans...). Ces derniers, « traditionally marginalised in Somalia » (p. 29), ont été les victimes des gouvernements qui ont favorisé l'émergence d'une classe de propriétaires terriens absenteïstes, résidant dans les villes. Ils ont si bien accaparé les terres disponibles qu'ils sont, avec les troubles, responsables de la famine de 1991-1992. Il relate comment une bande de jeunes *Mareehaan* l'a empêché, par la force, d'interroger une femme de la minorité Gabanweyn. Il cite encore des rixes intervenues à Kismaayo, des voies de fait contre des Bantous du bas-Jubba. Il épingle la réforme foncière de 1975 qui fait de l'État le propriétaire éminent du sol avec le droit de le

36. L. V. CASSANELLI, *The Shaping of Somali Society : Reconstructing the History of a Pastoral People, 1600-1900*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1982.

37. Cf. H. G. MARCUS, *The Life and Time of Menelik II*, Oxford, Oxford University Press, 1975 ; A. ROUAUD, *Afä Wärq, 1868-1947. Un intellectuel éthiopien témoin de son temps*, Paris, Éditions du CNRS, 1991.

concéder. Naturellement, les concessionnaires étaient des « entrepreneurs », familiers du chef de l'État, des ministres, des dirigeants de pseudo-coopératives, et même des étrangers et des hors-clans. Ils lancèrent une monoculture irriguée dépendante du marché pour ses ventes et ses intrants. De Waar révèle aussi le caractère politique des concessions : un clan ou sous-clan rallié en obtenait et les perdait s'il entraînait dans l'opposition. Il montre l'acuité des conflits entre les anciens, dépossédés de leur contrôle de la terre, et les « propriétaires » titulaires de concessions, dans la fertile vallée du Jubba, et la marginalisation persistante des minorités. Les affrontements se sont exacerbés quand le système d'irrigation s'est effondré, entraînant famine et départ. Quand le HCR et les ONG mettent en œuvre des programmes de rapatriement des réfugiés, quels en seront les bénéficiaires ? Les « anciens », les « propriétaires » nouveau style, les minorités « ethniques », les agriculteurs, les éleveurs ? Les plus faibles ont-ils plus de chance de faire prévaloir leurs droits auprès de ces organismes fraîchement arrivés ?

La contribution du LPI est un plaidoyer pour une action au sommet afin de restaurer la paix. Le représentant du Soudan expose une interprétation des causes de la crise où il mêle l'écriture du somali en caractères latins laquelle aurait coupé cette langue (couchitique, rappelons-le) de ses racines arabes [*sic*] pour lui en donner des latines [*sic*], et l'intervention de l'ONU, en réalité des États-Unis, coordonnée avec les pressions égyptiennes et saoudiennes... Un diplomate égyptien de haut rang réplique d'ailleurs à la déclaration soudanaise dans la partie suivante.

Les documents publiés dans la quatrième partie sont, pour la plupart, difficilement accessibles au public comme l'accord — demeuré lettre morte — de réconciliation nationale d'Addis Abäba ou le rapport sur la conférence de paix du clan des Hiraab/Hawiyye à Mogadiscio. La remise en perspective chronologique des résolutions du Conseil de sécurité apporte des éléments nouveaux de compréhension. Les textes produits par le Somaliland, État « clandestin », restent rares et confidentiels, et les deux documents publiés témoignent de réels efforts pour attirer la reconnaissance internationale. Ils font montre d'un sens de l'organisation et de l'administration étonnant. Un des documents fait état non seulement des bavures et des débordements « inévitables » de la guerre, mais également de violations caractéristiques des droits de l'homme accomplies par les forces de l'UNO-SOM à l'égard des civils somaliens. Les violations les plus graves ont d'ailleurs été sanctionnées par les autorités qui avaient envoyé les contingents. Elles furent le fait de soldats venus d'États autoritaires comme de pays démocratiques. Elles accréditent ce qu'Abukar M. Liban écrit : « For five months, UNO-SOM II mounted a merciless military campaign against the Somali population with the declared objective of killing SNA³⁸ leaders and decimating SNA supporters » (p. 62). Il semble que les « soldats de la paix », qui s'interposent entre des milices dont le réseau d'alliances change de jour en jour, souffrent de ne pas avoir d'ennemis désignés et finissent par s'en fabriquer un, un peu à la manière des Somaliens désemparés par la disparition de leur ennemi commun (Doornbos et Markakis)³⁹.

38. SNA/ANS : Alliance nationale somalienne.

39. Le même manque produirait les mêmes effets, par exemple en ex-Yougoslavie. Ainsi les gradés des casques bleus français de la poche de Bihac parlaient-ils

Dans ce livre, dont les responsables auraient pu resserrer le plan — peut-être aurait-il perdu la fraîcheur de la publication ? —, les contributions sont d'un intérêt inégal, mais le bon et le très bon (de Waal) l'emportent heureusement. Il serait urgent que les auteurs de travaux sur la Somalie se conforment aux graphies somaliennes en caractères latins, évidemment il ne s'agit pas d'imposer *Xamaar*, selon l'usage somali, à la place de Mogadiscio/Muqdisho⁴⁰, mais d'éviter les confusions et les orthographe fantaisistes qui ne respectent pas la langue.

Dernière suggestion pour améliorer un ouvrage par ailleurs irremplaçable : une carte de localisation et une chronologie permettraient de donner aux lecteurs les repères qui lui manquent pour tirer pleinement partie de leur effort.

Alain GASCON

SAMATAR, Ahmed I., ed. — *The Somali Challenge. From Catastrophe to Revival ?*. Boulder-London, Lynne Rienner Publishers, 1994, 297 p., bibl., index.

Cet ouvrage est paradigmatique d'une catégorie de publications qui ont voulu rendre compte le plus rapidement possible de la guerre civile, tout en proposant des pistes pour la reconstruction du pays à l'aube de l'intervention internationale. Pourtant, le but visé est loin d'être atteint et sa lecture engendre à certains moments un sentiment de malaise, tant est grand le décalage entre l'analyse proposée qui reste souvent trop académique et les expressions radicales de la crise somalienne dont les médias ont rendu compte avec plus ou moins de rigueur.

Les analyses et les propositions économiques⁴¹ sont dignes d'intérêt, mais elles auraient pu être formulées bien avant la guerre civile et manquent un peu d'originalité. La situation léguée par l'effondrement de l'appareil d'État et la famine n'est pas concrètement prise en compte, comme s'il était possible de faire table rase de l'histoire et des pesanteurs qui affecteront le processus de reconstruction du pays. Cette attitude est d'autant plus surprenante que la rente géopolitique dont jouissait l'État somalien grâce aux tensions Est/Ouest s'est évanouie avant la chute du mur de Berlin, ce qu'a confirmé une nouvelle fois la passivité des grandes puissances lors de l'effondrement du régime de Siyad Barre. La culture de pillage et le détournement massif de l'aide alimentaire aux populations les plus précarisées ne sont pas non plus questionnés dans leurs conséquences futures.

Certes, la contribution centrale de l'ouvrage, écrite par Ahmed Samatar, explique très doctement que nous avons à faire à une crise de « governance », thèse aussi peu originale que nouvelle, qui n'explique rien sur les formes de

des « Bousniouques » (*sic*), néologisme formé de Bosniaques et bougnoules, pour nommer les soldats musulmans de l'armée bosniaque qui leur apparaissait moins sérieuse, moins professionnelle, que l'armée serbe, chrétienne. Cf. M. BENDA & F. CRÉMIEUX, *Paris-Bihac*, Paris, Éditions Michalon, 1995.

40. Muqdisho, appellation arabe, n'est pas meilleure que Mogadisco, selon l'usage italien !

41. Contributions de B. WISNER, Abdi I. SAMATAR et, sur un mode plus rétrospectif, David RAWSON.